

---

## **PARTIE 1 GÉNÉRALITÉS**

### **1.1 NORMES MINIMALES**

- .1 Les matériaux doivent être nouveaux et le travail doit conformer aux normes minimales applicables de l'Office des normes générales du Canada, de l'Association canadienne de normalisation, du Code national du bâtiment du Canada 2015 (CNB) et de tous les codes provinciaux et municipaux applicables. En cas de conflit ou d'écart, l'exigence la plus rigoureuse s'applique.

### **1.2 EMPLACEMENTS ET IDENTIFICATION DES ZONES DE TRAVAIL**

- .1 Être responsable et assumer le rôle de « Constructeur » tel que décrit dans la Loi sur la santé et la sécurité au travail de l'Ontario et le Règlement sur les chantiers de construction.

### **1.3 EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ INCENDIE**

- .1 Conformer au Code national du bâtiment du Canada 2015 (CNB) pour la sécurité incendie durant la construction et au Code national de prévention des incendies du Canada 2015 (CNPI) pour la prévention des incendies, la lutte contre l'incendie et la sécurité des personnes dans le bâtiment en service. Conserver tous les documents et normes de sécurité incendie sur place.

### **1.4 CONTRÔLE DE LA QUALITÉ SUR PLACE**

- .1 Effectuer les travaux par des travailleurs autorisés ou des apprentis qualifiés, conformément à la Loi provinciale sur la formation et la qualification professionnelle de la main-d'œuvre.
- .2 Permettre aux employés inscrits à un programme provincial de formation d'apprenti d'effectuer des tâches spécifiques uniquement sous la surveillance directe de travailleurs autorisés qualifiés.
- .3 Déterminer les activités et les tâches autorisées pour les apprentis, en fonction du niveau de formation dispensé et de la démonstration de la capacité d'exercer des fonctions spécifiques.

### **1.5 MATIÈRE DANGEREUSE**

- .1 Respecter les exigences du Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT) concernant l'utilisation, la manipulation, l'entreposage et l'élimination des matières dangereuses; et concernant l'étiquetage et la fourniture de fiches signalétiques.

### **1.6 UTILISATION DU SITE ET DES INSTALLATIONS**

- .1 Exécuter le travail avec le moins d'interférence ou de perturbation possible de l'utilisation normale du site. Collaborer avec le représentant du ministère afin de faciliter le travail tel qu'indiqué.

### **1.7 PANNEAUX**

- .1 Fournir des panneaux d'usage courant liés au contrôle de la circulation, à l'information, à l'instruction, à l'utilisation de l'équipement, aux dispositifs de sécurité publique, etc., dans
-

les deux langues officielles ou par l'utilisation de symboles graphiques communément reconnus à l'approbation du représentant du Ministère.

**1.8 TABAGISME**

- .1 Il est interdit de fumer dans l'édifice à tout moment durant les travaux. Respecter l'interdiction de fumer sur le terrain de l'édifice.

**Partie 2 Produits**

**2.1 SANS OBJET**

- .1 Sans objet.

**Partie 3 Exécution**

**3.1 SANS OBJET**

- .1 Sans objet.

**FIN DE LA SECTION**

## **GÉNÉRALITÉS**

### **1.1. RÉFÉRENCES**

#### **1. Exigences légales fédérale**

1. *Code canadien du travail, Partie II, sections 124 et 125. Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail (DORS/86-304).*
2. *Loi de 1992 sur le transport de marchandises dangereuses (LTMD).*
3. *Loi canadienne sur la sécurité des produits de consommation (L.C. 2010, ch. 21)*
  1. *Règlement sur les revêtements (DORS/2005-109).*
4. *Loi canadienne sur la protection de l'environnement, 1999 (LCPE)*
  1. *Règlements sur les BPC (SOR/2008-273).*
  2. *Règlement fédéral sur les halocarbures (2003) (DORS/2003-289).*

#### **2. Exigences légales provinciale**

1. *Loi ontarienne sur la santé et la sécurité en milieu de travail; Loi refondue de l'Ontario 1990.*
  1. *Règlement ontarien 490/09 – Substances désignées.*
  2. *Règlement ontarien 278/05 – Substance désignée – Amiante dans les chantiers de construction, les édifices et les travaux de réparation.*
  3. *O.Reg. 213/91 - "Construction Projects", ainsi modifié.*
2. *Loi de l'Ontario sur la protection de l'environnement; Loi refondue de l'Ontario de 1990 :*
  1. *General – Waste Management, O. Reg 347/90, ainsi modifié.*
  2. *Ontario Regulation 463/10, Ozone Depleting Substances and Other Halocarbons.*

#### **3. Office des normes générales du Canada (CGSB).**

#### **4. Association canadienne de normalisation (CSA)/CSA International CAN/CSA-Z94.4-11; protection respiratoire.**

#### **5. Laboratoires des assureurs du Canada (ULC).**

### **1.2. DÉFINITIONS**

Matériaux contenant de l'amiante (MCA) : matériaux qui contiennent 0,5 pour cent ou plus d'amiante en poids de matériaux secs selon le *Règlement de l'Ontario 278/05*.

Matériaux friables : matériaux qui peuvent être émiettés, pulvérisés ou réduits en poussière par pression de la main; qui comprennent, entre autres matériaux émiettés, pulvérisés ou réduits en poussière.

Limite d'exposition moyenne pondérée dans le temps (LMPT): la concentration aéroportée moyenne et pondérée en fonction du temps d'un agent biologique ou chimique auquel un travailleur peut être exposé au cours d'une journée de travail ou au cours d'une semaine de travail et ce, selon les prescriptions à ce sujet dans le Règlement ontarien 490/09 (Substances désignées) et ses modificatifs à date.

### 1.3. SUBSTANCES DÉSIGNÉES

Confirmer auprès du Représentant du Ministère, qu'aucune autre substance désignée additionnelle n'aura été apportée à l'intérieur de la zone du projet et ce, avant le début des travaux.

Des substances désignées ou des matières dangereuses additionnelles peuvent exister à l'extérieur des zones accessibles à l'enquête, mais ces dernières ne font pas partie de la portée du présent projet.

Advenant que des matériaux additionnels que l'on soupçonne de renfermer des substances désignées soient rencontrés à l'intérieur de la zone du projet, toutes modifications de ces matériaux devront faire l'objet d'une interruption immédiate des travaux et d'une mise en place de mesures de précaution pertinentes; en outre, l'on se devra de faire immédiatement part de la chose au Représentant du Ministère, et ne poursuivre les travaux qu'après avoir reçu des instructions écrites à ce sujet.

1. ACRYLONITRILE : non identifié

2. ARSENIC : non identifié

3. AMIANTE : non identifiée

De l'échantillonnage en vrac et des analyses en laboratoire ont déterminé que les matériaux ci-après ne renferment pas de quantités réglementées d'amiante :

- Les couches de matériaux de toitures associées au toit principal;
- Le calfeutrage gris observé entre le mur en brique et le revêtement en métal;
- Le calfeutrage brun observé sur le revêtement en métal des toits surélevés;
- Le scellant noire observée sur le système de conduit extérieur;
- Le calfeutrage blanc-gris observé sur le système de conduit extérieur; et
- Les bardeaux associés aux toits surélevés.

4. BENZÈNE : non identifié

5. ÉMISSIONS DE FOUR À COKE : non identifiées

6. OXYDE D'ÉTHYLÈNE : non identifié

7. ISOCYANATES : non identifiés

8. PLOMB : **Soupçonnée être présente**

Aucun échantillon de plomb (revêtements de surface) n'a été recueilli dans le cadre de l'enquête, car les revêtements de surface étaient en bon état, et l'échantillonnage sans interférence de la matrice aurait été difficile. Cependant, on suppose que des concentrations détectables de plomb sont présentes dans les revêtements de surface en métaux.

9. MERCURE : non identifié

10. SILICE : **Soupçonnée être présente**

La silice cristalline est soupçonnée d'être présente dans le béton et les matériaux à base du ciment, du gypse, matériaux d'enduit à texture et à grenage pulvérisé, les carreaux de plafond, carreaux céramiques, plâtre, revêtement en vinyle, mastics et revêtement de sols, des finis texturés.

11. MONOMÈRE DE CHLORURE VINYLIQUE : non identifié

12. BIPHÉNYLES POLYCHLORÉS (BPC) : non identifiés

13. MOISSISSURES : non identifiées

14. HALOCARBURES: non identifiés

15. AUTRES MATÉRIAUX DANGEREUX : non identifié

#### 1.4. RECOMMANDATIONS

##### 1.4.1. PLOMB

1. Suivre les recommandations prescrites dans la Ligne directrice du ministère du Travail de l'Ontario, qui s'intitule comme suit: «Directives concernant l'exposition au plomb sur les chantiers de construction». Cette ligne directrice classe toutes les perturbations de plomb comme étant des travaux de type 1, de type 2a, de type 2b, de type 3a et de type 3b et attribue différents niveaux de protection respiratoire et de procédures de travail pour chaque classification.
2. Utiliser les procédures de travail et l'équipement de protection du personnel nécessaires pour s'assurer que les travailleurs ne soient pas exposés à des niveaux de plomb dans l'aire qui dépassent le niveau « TWAEL » (Niveau d'exposition pondéré en fonction du temps) de 0,05 milligramme par mètre cube (mg/m<sup>3</sup>) prescrit par le *Règlement ontarien 490/09*.

3. Même à de très faibles concentrations, il peut y avoir un risque d'exposition à des niveaux élevés de plomb en fonction des activités réalisées et qui sont susceptibles de perturber les matériaux contenant du plomb. À des concentrations faibles en plomb, il est nécessaire de procéder à une évaluation du risque afin d'évaluer le potentiel d'exposition et déterminer la nécessité d'adopter des mesures de précaution.
4. L'enlèvement de rebuts de construction renfermant du plomb doit se faire en conformité avec le *Règlement ontarien 347/90* et ses modificatifs à date 'General – Waste Management' et ce, en vertu de la Loi ontarienne sur la protection de l'environnement et de la Loi fédérale sur le transport de marchandises dangereuses. La classification dépend des résultats de l'essai ou des essais de lixiviation. Les déchets peuvent être classés comme des « déchets dangereux », des « déchets non dangereux » ou des « déchets solides assujettis à l'inscription », selon les résultats obtenus lors des essais de lixiviation.

#### 1.4.2. MERCURE

1. Tous les travaux impliquant un déplacement de l'équipement renfermant du mercure devront être réalisés en conformité avec le *Règlement ontarien 490/09*.
2. Suivre les recommandations prescrites dans la Ligne directrice du ministère du Travail de l'Ontario, qui s'intitule comme suit : « La manutention sécuritaire du mercure : un guide pour l'industrie de la construction ». Il s'agit ici d'un document qui fournit des avis sur la façon de réduire le risque d'exposition au mercure; en outre, il englobe des méthodes de ramassage et de nettoyage après des déversements.
3. Lorsqu'il faut enlever des tubes fluorescents, les tubes en soi devraient être enlevés à l'état intact des luminaires. Afin d'empêcher toute exposition des travailleurs au mercure, les autres sources de mercure à l'état liquide devraient aussi être enlevées dans son état d'origine.
4. La suppression de rebuts renfermant du mercure doit se faire en conformité avec le *Règlement ontarien 347/90* et ses modificatifs à date (Généralités – Gestion des déchets) et ce, en vertu de la Loi ontarienne sur la protection de l'environnement et de la Loi fédérale sur le transport de marchandises dangereuses.

#### 1.4.3. SILICE

1. Se conformer au *Règlement ontarien 490/09* lorsqu'il faut réaliser des travaux qui pourraient perturber des matériaux à concentration contenant la silice.
2. La poussière de silice peut être produite lors de travaux tels que le dynamitage, broyage, concassage et décapage au jet de sable de matériaux contenant de la silice. Comme la silice est supposément présente dans

certaines matériaux dans la zone de projet, une protection respiratoire et une ventilation appropriée doivent être fournies durant la démolition et la modification de ces structures.

3. Suivre les recommandations prescrites dans la Ligne directrice du ministère du Travail de l'Ontario, qui s'intitule comme suit : «*directives concernant l'exposition à la silice sur les chantiers de construction*». C'est un document qui classifie toutes les perturbations de silice comme étant des travaux de type 1, de type 2 ou de type 3 et attribue différents niveaux de protection respiratoire et de procédures de travail pour chaque classification.

## 2. **PRODUITS**

Sans-objet

## 3. **EXÉCUTION**

Sans-objet

**FIN DE SECTION**

## **Partie 1 Généralités**

### **1.1 SECTIONS CONNEXES**

- .1 Section 06 10 00 – Charpenterie
- .2 Section 07 52 00 – Couvertures à membrane de bitume modifié
- .3 Section 07 62 00 – Solins et accessoires en tôle
- .4 Section 07 92 00 – Produits d'étanchéité pour joints

### **1.2 MODALITÉS ADMINISTRATIVES**

- .1 Dans les plus brefs délais et selon un ordre prédéterminé afin de pas retarder l'exécution des travaux, soumettre les documents et les échantillons requis au représentant du ministère, aux fins d'examen. Un retard à cet égard ne saurait constituer une raison suffisante pour obtenir une prolongation du délai d'exécution des travaux et aucune demande en ce sens ne sera acceptée.
- .2 Ne pas entreprendre de travaux pour lesquels on exige le dépôt de documents et d'échantillons avant que l'examen de l'ensemble des pièces soumises soit complètement terminé.
- .3 Les caractéristiques indiquées sur les dessins d'atelier, les fiches techniques et les échantillons de produits et d'ouvrages doivent être exprimées en unités métriques (SI).
- .4 Lorsque les éléments ne sont pas produits ou fabriqués en unités métriques (SI) ou encore que les caractéristiques ne sont pas données en unités métriques (SI), des valeurs converties peuvent être acceptées.
- .5 Examiner les documents et les échantillons avant de les remettre au représentant du ministère. Par cette vérification préalable, l'entrepreneur confirme que les exigences applicables aux travaux ont été ou seront déterminées et vérifiées, et que chacun des documents et des échantillons soumis a été examiné et trouvé conforme aux exigences des travaux et des documents contractuels. Les documents et les échantillons qui ne sont pas estampillés, signés, datés et identifiés en rapport avec le projet particulier seront retournés sans être examinés et seront considérés comme rejetés.
- .6 Aviser par écrit le représentant du ministère au moment du dépôt des documents et des échantillons des écarts que ceux-ci présentent par rapport aux exigences des documents contractuels, et en exposer les motifs.
- .7 S'assurer de l'exactitude des mesures prises sur place par rapport aux ouvrages adjacents touchés par les travaux.
- .8 Le fait que les documents et les échantillons soumis soient examinés par le représentant du ministère ne dégage en rien l'entrepreneur de sa responsabilité de transmettre des pièces complètes et exactes.
- .9 Le fait que les documents et les échantillons soumis soient examinés par le représentant du ministère ne dégage en rien l'entrepreneur de sa responsabilité de transmettre des pièces conformes aux exigences des documents contractuels.
- .10 Conserver sur le chantier un exemplaire vérifié de chaque document soumis.



### **1.3 CERTIFICATS ET PROCÈS-VERBAUX**

- .1 Soumettre les documents exigés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail immédiatement après l'attribution du contrat.
- .2 Soumettre les copies des polices d'assurance immédiatement après l'attribution du contrat.

### **1.4 DESSINS D'ATELIER**

- .1 Dessins d'atelier : dessins originaux, ou dessins modifiés fournis par l'Entrepreneur, qui montrent en détail une partie de l'ouvrage visé, lesquels sont propres aux exigences du projet.
- .2 Taille maximale d'une feuille : 850 x 1050 mm.
- .3 Soumettre une (1) copie PDF et une (1) copie papier des dessins d'atelier.
- .4 Les dessins d'atelier doivent se référer aux parties applicables des documents contractuels.

### **1.5 FICHES TECHNIQUES**

- .1 Fiche technique : pour illustrer un produit de fabrication standard, utiliser des fiches de catalogue des fabricants, des brochures, de la littérature, des graphiques de rendement et de performance.
- .2 Soumettre une (1) copie PDF et une (1) copie papier des fiches techniques.
- .3 Taille d'une feuille : 215 x 280 mm.
- .4 Supprimer les renseignements qui ne s'appliquent pas aux travaux.
- .5 En sus des renseignements courants, fournir tous les détails supplémentaires qui s'appliquent aux travaux.
- .6 Les fiches techniques doivent se référer aux parties applicables des documents contractuels.

### **1.6 ÉCHANTILLONS**

- .1 Échantillons : exemples de matériaux, équipement, qualité, finis, qualité de l'exécution.
- .2 Lorsque la couleur, le motif ou la texture fait l'objet d'une prescription, soumettre toute la gamme d'échantillons nécessaires.
- .3 Les échantillons examinés et approuvés deviendront la norme de référence à partir de laquelle la qualité des matériaux et la qualité d'exécution des ouvrages finis et installés seront évaluées.

**FIN DE LA SECTION**

## **Partie 1 Généralités**

### **1.1 RÉFÉRENCES**

- .1 Code canadien du travail, partie II, Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail
- .2 Santé Canada/Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT)
  - .1 Fiches signalétiques.
- .3 Province de l'Ontario
  - .1 Loi sur la santé et la sécurité au travail pour les chantiers de construction, L.R.O. 1990, chap. O.1, ainsi modifié et Règl. de l'Ont. 213/91, ainsi modifié.

### **1.2 DOCUMENTS/ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE POUR APPROBATION/INFORMATION**

- .1 Soumettre conformément à la section 01 33 00 – Documents/échantillons à soumettre.
- .2 Soumettre un plan de santé et sécurité propre au chantier dans les sept (7) jours qui suivront la réception de l'ordre de démarrage, mais avant le début des travaux. Le plan de santé et sécurité doit comprendre ce qui suit :
  - .1 Les résultats de l'évaluation de risques propres au chantier.
  - .2 Les résultats de l'analyse des risques/dangers pour la santé et la sécurité causés par les tâches et opérations propres au chantier repérés dans le plan de travail.
- .3 Soumettre, d'une manière hebdomadaire, trois (3) exemplaires des rapports d'inspection de la santé et de la sécurité du chantier du représentant du ministère.
- .4 Soumettre des exemplaires des rapports et directives émis par les inspecteurs de santé et sécurité fédéraux, provinciaux et territoriaux.
- .5 Soumettre des exemplaires des rapports d'incidents et d'accidents.
- .6 Soumettre les fiches signalétiques – SIMDUT.
- .7 Le représentant du ministère examinera le plan de santé et sécurité propre au chantier de l'entrepreneur et soumettra des commentaires à l'entrepreneur dans les 3 jours suivant la réception du plan. Modifier le plan, le cas échéant, et le soumettre à nouveau au représentant du ministère dans les 3 jours suivant la réception des commentaires du représentant du ministère.
- .8 L'examen du plan final de santé et sécurité de l'entrepreneur par le représentant du ministère ne peut être considéré comme approbation et ne libère pas l'entrepreneur des responsabilités de la santé et sécurité au chantier.
- .9 Les exigences de formation du personnel, comprennent, mais sans s'y limiter, les éléments suivants:
  - .1 Formation et qualification du personnel et des remplaçants responsables de la sécurité et de la santé du chantier;
  - .2 Exigences de formation pour les dangers présents sur le chantier; et
  - .3 Formation sur l'utilisation de l'équipement de protection.

### **1.3 DÉPÔT DE L'AVIS**

- .1 Avant de débiter les travaux, soumettre aux autorités provinciales l'avis de projet.

#### **1.4 ÉVALUATION DE LA SÉCURITÉ**

- .1 Effectuer une évaluation des risques à la sécurité propres au projet

#### **1.5 RÉUNIONS**

- .1 Prévoir, avant le début des travaux, la tenue d'une réunion de santé et sécurité avec le représentant du ministère.

#### **1.6 EXIGENCES RÉGLEMENTAIRES**

- .1 Sans objet.

#### **1.7 EXIGENCES GÉNÉRALES**

- .1 Avant le début des travaux, élaborer par écrit un plan de santé et sécurité propre au chantier fondé sur l'évaluation de risques. Assurer la mise en œuvre, le maintien et l'exécution du plan jusqu'à la démobilisation du chantier. Le plan doit être adapté aux spécifications du projet.

#### **1.8 RESPONSABILITÉ**

- .1 L'entrepreneur est responsable et assumera le rôle de « constructeur » tel que décrit dans Loi sur la santé et la sécurité au travail pour les projets de construction d'Ontario.
- .2 L'entrepreneur est responsable de la santé et la sécurité de toute personne à l'intérieur du chantier, de la sécurité des biens sur le chantier ainsi que de la protection des personnes adjacentes au chantier et de l'environnement, dans l'éventualité où ils seraient affectés par les travaux.
- .3 Se conformer aux exigences de sécurité des documents contractuels, au plan de santé et sécurité propre au chantier ainsi qu'aux lois, règlements et ordonnances fédéraux, provinciaux, territoriaux et locaux.

#### **1.9 EXIGENCES DE CONFORMITÉ**

- .1 Se conformer à Loi sur la santé et la sécurité au travail pour les chantiers de construction, L.R.O.

#### **1.10 RISQUES IMPRÉVUS**

- .1 Suivre les procédures du droit de refus de l'employé, conformément aux lois et règlements de la Province compétente, si un risque/danger pour la sécurité imprévu ou insolite se manifeste pendant l'exécution du travail. Le représentant du ministère sera avisé verbalement et par écrit.

#### **1.11 COORDONNATEUR DE SANTÉ ET SÉCURITÉ**

- .1 Engager un agent autorisé et compétent pour agir comme coordonnateur de santé et sécurité. Le coordonnateur de santé et sécurité doit :
  - .1 Avoir de l'expérience dans le cadre du type d'activité de chantier qui y ont cours.
  - .2 Connaître les règlements de santé et sécurité au travail.
  - .3 Être responsable de fournir aux travailleurs la formation sur la santé et sécurité de l'entrepreneur et de veiller à ce qu'aucune personne n'ayant pas complété la formation ne soit permise sur le chantier.
  - .4 Être responsable de la mise en œuvre, l'exécution journalière et la surveillance du plan de santé et sécurité de l'entrepreneur.
  - .5 Être sur le chantier pendant les travaux, relève directement et est sous la direction du superviseur de chantier.

---

**1.12 AFFICHAGE DE DOCUMENTS**

- .1 Conformément aux lois et règlements de la Province de l'Ontario, afficher dans un lieu visible tout item, article, avis et ordre en lien avec la santé et sécurité au chantier.

**1.13 CORRECTION DE NON-CONFORMITÉ**

- .1 Remédier immédiatement à toute non-conformité de santé et sécurité signalée par l'autorité compétente ou le représentant du ministère.
- .2 Fournir un document écrit au représentant du ministère décrivant l'action prise pour remédier à la non-conformité de santé et sécurité identifiée.
- .3 Le représentant du ministère peut arrêter tous les travaux si les non-conformités aux règlements de santé et sécurité ne sont pas remédiées.

**1.14 ARRÊT DES TRAVAUX**

- .1 La santé et la sécurité du public et de la main d'œuvre ainsi que la protection de l'environnement ont priorité sur les coûts et le calendrier du projet.

**Partie 2 Produits**

**2.1 SANS OBJET**

- .1 Sans objet.

**Partie 3 Exécution**

**3.1 SANS OBJET**

- .1 Sans objet.

**FIN DE LA SECTION**

## **Partie 1 Généralités**

### **1.1 GÉNÉRALITÉS**

- .1 À la fin des travaux, l'entrepreneur doit restaurer l'ensemble de la zone de travail aux conditions existantes ou mieux. Tous les dommages aux murs, aux planchers, aux plafonds, etc. résultant du travail effectué dans la zone doivent être réparés.

### **1.2 INSPECTION**

- .1 Le représentant du ministère doit avoir accès aux ouvrages. Si une partie des travaux ou des ouvrages est exécutée à l'extérieur du chantier, l'accès à cet endroit doit également lui être assuré pendant toute la durée de ces travaux.
- .2 Dans le cas où des ouvrages doivent être soumis à des inspections, à des approbations ou à des essais spéciaux commandés par le représentant du ministère ou exigés aux termes de règlements locaux visant le chantier, en faire la demande dans un délai raisonnable.
- .3 Si l'entrepreneur a couvert ou a permis de couvrir un ouvrage avant qu'il ait été soumis aux inspections, aux approbations ou aux essais spéciaux requis, il doit découvrir l'ouvrage en question, voir à l'exécution des inspections ou des essais requis à la satisfaction des autorités compétentes, puis remettre l'ouvrage dans son état initial.
- .4 Le représentant du ministère peut ordonner l'inspection de toute partie de l'ouvrage dont la conformité aux documents contractuels est mise en doute. Si, après examen, l'ouvrage en question est déclaré non conforme aux exigences des documents contractuels, l'entrepreneur doit prendre les mesures nécessaires pour rendre l'ouvrage conforme aux exigences spécifiées, et assumer les frais d'inspection et de réparation.

### **1.3 ORGANISMES D'ESSAI ET D'INSPECTION INDÉPENDANTS**

- .1 Le représentant du ministère pourrait retenir les services d'organismes d'essai et d'inspection indépendants dans le but de réaliser des inspections et/ou des essais sur des parties des travaux. Le coût de ces services sera assumé par le représentant du ministère.
- .2 Fournir les matériels requis par les organismes désignés pour la réalisation des essais et des inspections.
- .3 Le recours à des organismes d'essai et d'inspection ne dégage aucunement la responsabilité concernant l'exécution des travaux conformément aux exigences des documents contractuels.
- .4 Si des défauts sont relevés au cours des essais et/ou des inspections, l'organisme désigné exigera une inspection plus approfondie et/ou des essais additionnels pour définir avec précision la nature et l'importance de ces défauts. Il faudra corriger les défauts et les imperfections selon les directives du représentant du ministère, sans frais additionnels, et assumer le coût des essais et des inspections qui devront être effectués après ces corrections.
- .5

### **1.4 ACCÈS AU CHANTIER**

- .1 Permettre aux organismes d'essai et d'inspection d'avoir accès au chantier.
- .2 Collaborer avec ces organismes et prendre toutes les mesures raisonnables pour qu'ils disposent des moyens d'accès voulus.

## **1.5 PROCÉDURES**

- .1 Aviser d'avance l'organisme approprié et le représentant du ministère lorsqu'il faut procéder à des essais afin que toutes les parties en cause puissent être présentes.

## **1.6 OUVRAGES OU TRAVAUX REJETÉS**

- .1 Enlever les éléments défectueux jugés non conformes aux documents contractuels et rejetés par le représentant du ministère, soit parce qu'ils n'ont pas été exécutés selon les règles de l'art, soit parce qu'ils ont été réalisés avec des matériaux ou des produits défectueux, et ce, même s'ils ont déjà été intégrés à l'ouvrage. Remplacer ou refaire les éléments en question selon les exigences des documents contractuels.
- .2 Le cas échéant, réparer sans délai les ouvrages des autres entrepreneurs qui ont été endommagés lors des travaux de réfection ou de remplacement susmentionnés.

## **1.7 RAPPORTS**

- .1 Soumettre 4 copies papier et 1 copie électronique des rapports des inspections et des essais au représentant du ministère.
- .2 Fournir des exemplaires aux sous-traitants responsables des ouvrages inspectés ou mis à l'essai, au fabricant ou au façonneur des matériels inspectés ou mis à l'essai.

## **1.8 APPAREILS ET SYSTÈMES**

- .1 Si un appareil doit être déconnecté pendant les travaux, soumettre les rapports de réglage et d'équilibrage des systèmes mécaniques, électriques et des autres systèmes de bâtiment.

## **Partie 2 Produits**

### **2.1 SANS OBJET**

- .1 Sans objet.

## **Partie 3 Exécution**

### **3.1 SANS OBJET**

- .1 Sans objet.

**FIN DE LA SECTION**

## **Partie 1 Généralités**

### **1.1 RÉFÉRENCES**

- .1 Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) - ID : R0202D, Titre : Conditions générales « C », en vigueur depuis le 14 mai 2004.

### **1.2 INSTALLATION ET ENLÈVEMENT DU MATÉRIEL**

- .1 Le site n'a pas d'emplacement pour un bac à déchets.

### **1.3 ÉCHAFAUDAGE**

- .1 Sans objet.

### **1.4 MATÉRIEL DE LEVAGE**

- .1 Fournir les grues nécessaires au déplacement des matériaux/matériels et de l'équipement, et en assurer l'entretien et la manœuvre.
- .2 La manœuvre des grues doit être confiée uniquement à des ouvriers qualifiés.

### **1.5 STATIONNEMENT SUR LE CHANTIER**

- .1 Il n'y a aucun stationnement sur le chantier.

### **1.6 ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX, DES MATÉRIELS ET DES OUTILS**

- .1 Prévoir des remises verrouillables, à l'épreuve des intempéries, destinées à l'entreposage des matériaux, des matériels, de l'équipement et des outils, et garder ces dernières propres et en bon ordre.
- .2 Laisser sur le chantier les matériaux et les matériels qui n'ont pas à être gardés à l'abri des intempéries, mais s'assurer qu'ils gênent le moins possible le déroulement des travaux.

### **1.7 INSTALLATIONS SANITAIRES**

- .1 Prévoir des installations sanitaires pour les ouvriers conformément aux ordonnances et aux règlements pertinents.

### **1.8 NETTOYAGE**

- .1 Évacuer quotidiennement du chantier de construction les débris, les déchets et les matériaux d'emballage.

## **Partie 2 Produits**

### **2.1 SANS OBJET**

- .1 Sans objet.

---

**Partie 3      Exécution**

**3.1      SANS OBJET**

.1      Sans objet.

**FIN DE LA SECTION**



## **Partie 1 Généralités**

### **1.1 RÉFÉRENCES**

- .1 Association canadienne de normalisation (CSA International)
  - .1 CSA-O121-M1978(R2003), Contre-plaqué en sapin de Douglas.

### **1.2 MISE EN PLACE ET ENLÈVEMENT DU MATÉRIEL**

- .1 Fournir les garde-corps sécurisés temporaires le long du périmètre de la toiture pour permettre l'exécution des travaux.
- .2 Démonter les garde-corps et les évacuer du chantier après l'achèvement des travaux.

### **1.3 PALISSADES**

- .1 Sans objet.

### **1.4 GARDE-CORPS**

- .1 Fournir des garde-corps rigides et sécuritaires le long du périmètre de la toiture.

### **1.5 ÉCRANS À POUSSIÈRE**

- .1 Sans objet.

### **1.6 VOIE D'ACCÈS AU CHANTIER**

- .1 Sans objet.

### **1.7 CIRCULATION ROUTIÈRE**

- .1 Sans objet.

### **1.8 ITINÉRAIRE DES POMPIERS**

- .1 Sans objet.

### **1.9 PROTECTION DES PROPRIÉTÉS PUBLIQUES ET PRIVÉES AVOISINANTES**

- .1 Protéger les propriétés publiques et privées avoisinantes contre tout dommage pouvant résulter de l'exécution des travaux.
- .2 Assumer l'entière responsabilité de dommages causés.

#### **1.10 PROTECTION DE LA FINITION DE L'ÉDIFICE**

- .1 Si nécessaire, fournir les écrans, les housses et les enceintes nécessaires.
- .2 Confirmer avec le représentant du ministère les lieux et l'installation. Prévoir trois (3) jours avant l'installation.
- .3 Être responsable des dommages subis en raison de protection manquante ou inadéquate.

#### **1.11 GESTION ET ÉLIMINATION DES DÉCHETS**

- .1 Trier les déchets en vue de leur réutilisation et recyclage, conformément à la section 01 74 21 - Gestion et élimination des déchets de construction/démolition.

#### **1.12 AFFICHES**

- .1 Fournir des affiches dans les deux langues officielles, précisant :
  - .1 INTERDICTION DE FUMER ET AUCUNE SOURCE D'INFLAMMATION
  - .2 Équipement de protection personnel requis pour accéder à la toiture.
  - .3 Coordonnées de l'entrepreneur en cas d'urgence.
- .2 Affiches seront érigées sur une feuille de support en contreplaqué ou en aluminium.
- .3 Placer les affiches décrites dans 1.12.1 à tous les points d'entrée vers la zone de travail.

**FIN DE LA SECTION**

## **Partie 1 Généralités**

### **1.1 CONTENU DE LA SECTION**

- .1 Durant les phases et éléments de la période de construction, maintenir l'édifice et le site dans un état de propreté tel que décrit dans cette section, y compris:
  - .1 Produits et équipement de nettoyage
  - .2 Nettoyage progressif
  - .3 Nettoyage final

### **1.2 SECTIONS CONNEXES**

- .1 Conditions générales.
- .2 En plus des normes décrites dans cette section, respecter toutes les exigences de nettoyage, telles que décrites dans toutes les autres sections de ces devis.
- .3 Effectuer des opérations de nettoyage et d'élimination conformément aux ordonnances locales et aux lois antipollution.

### **1.3 NORMES DE RÉFÉRENCE**

- .1 Gestion des déchets solides – Ministère de l'Environnement de l'Ontario (MEO)

### **1.4 PROPRETÉ DU CHANTIER**

- .1 Garder le chantier propre et exempt de toute accumulation de débris et déchets.
- .2 Évacuer les débris et déchets hors du chantier régulièrement, à des heures prédéterminées, ou les éliminer selon les directives du représentant du ministère. Les déchets ne doivent pas être brûlés sur le chantier.
- .3 Prendre les dispositions nécessaires et obtenir les permis des autorités compétentes en vue de l'élimination des débris et les déchets.
- .4 Prévoir, sur le chantier, des conteneurs pour recueillir les débris et les déchets.
- .5 Fournir et utiliser, pour le recyclage, des conteneurs séparés et identifiés.
- .6 Éliminer les débris et les déchets hors du chantier et les placer dans le conteneur à déchet à la fin de chaque journée de travail.
- .7 Éliminer les débris et les déchets vers un site autorisé.
- .8 Stocker les déchets volatils dans des contenants métalliques fermés et les évacuer hors du chantier à la fin de chaque période de travail.
- .9 Il est interdit d'éliminer des déchets liquides volatiles (tels que les essences minérales, les huiles ou les diluants) dans les égouts pluviaux ou sanitaires ou dans les cours d'eau.
- .10 Assurer une bonne ventilation des locaux pendant l'emploi de substances volatiles ou toxiques. Il est toutefois interdit d'utiliser le système de ventilation du bâtiment à cet effet.
- .11 Utiliser uniquement les produits de nettoyage recommandés par le fabricant de la surface à nettoyer, et les employer selon les recommandations du fabricant des produits en question.
- .12 Codes et normes : Respecter toutes les exigences pertinentes des organismes gouvernementaux compétents.

---

**Partie 2 Produits**

**2.1 MATÉRIEL ET ÉQUIPEMENT DE NETTOYAGE**

- .1 Fournir tout le personnel requis, l'équipement et les matériaux nécessaires pour maintenir la norme de propreté spécifiée.
- .2 Utiliser uniquement les produits de nettoyage et les équipements compatibles avec la surface à nettoyer, tel que recommandé par le fabricant du matériel ou approuvé par le représentant du ministère.
- .3 Utiliser des produits biodégradables autant que possible.
- .4 L'entrepreneur a la responsabilité de choisir les produits de nettoyage comme les besoins l'exigent.

**Partie 3 Exécution**

**3.1 NETTOYAGE PROGRESSIF**

- .1 Conserver tous les articles stockés dans un arrangement ordonné permettant un accès maximal, sans entraver la circulation. Fournir la protection requise des matériaux.
- .2 Ne pas laisser s'accumuler les débris, les déchets et les autres éléments non requis pour ce travail.
- .3 Deux fois par semaine, et plus souvent si nécessaire, l'entrepreneur doit éliminer complètement les déchets et les débris du lieu de travail et les placer dans un conteneur fourni par l'entrepreneur.
- .4 Fournir un stockage adéquat pour tous les articles en attente de retrait du chantier, en respectant toutes les exigences en matière de protection contre les incendies.

**3.2 NETTOYAGE FINAL**

- .1 À l'achèvement substantiel des travaux, enlever les matériaux en surplus, les outils ainsi que l'équipement et les matériels de construction qui ne sont plus nécessaires à l'exécution du reste des travaux.
- .2 Enlever les débris et les déchets, et laisser les lieux propres et prêts à occuper.
- .3 Avant l'inspection finale, enlever les matériaux en surplus, les outils, l'équipement et les matériels de construction.
- .4 Prendre les dispositions nécessaires et obtenir les permis des autorités compétentes en vue de l'élimination des déchets.
- .5 Nettoyer tous les matériaux transparents, y compris le verre et les miroirs. Enlever le mastic de vitrier et autres substances qui se distinguent des matériaux obscurcissants. Remplacer tout vitrage brisé ou écaillé ainsi que tout autres matériaux transparents endommagés par l'entrepreneur durant l'exécution du travail.

**FIN DE LA SECTION**

## **Partie 1 Généralités**

### **1.1 DÉFINITIONS**

- .1 Classe III : déchet non dangereux - déchets de construction, de rénovation et de démolition.
- .2 Décharge : déchets inertes - matériaux bitumineux et béton exclusivement.
- .3 Recyclabilité : caractère d'un produit ou d'un matériau pouvant être récupéré à la fin de son cycle de vie et transformé en un nouveau produit en vue de sa réutilisation.
- .4 Recycler : processus de collecte ou de transformation de déchets et de matériaux recyclables, destiné à permettre leur réintroduction dans un cycle de consommation en qualité de produits neufs.
- .5 Recyclage : opérations englobant le tri, le nettoyage, le traitement et la reconstitution de déchets solides et autres matières ou matériaux mis au rebut, destinées à favoriser l'utilisation de ceux-ci sous une forme différente de leur état d'origine. Le recyclage ne comprend pas la combustion, l'incinération ou la destruction thermique des déchets.
- .6 Réutilisation : utilisation répétée d'un produit ou d'un matériau dans sa forme originale, en vue d'un usage différent. La réutilisation comprend ce qui suit.
  - .1 La récupération des produits et des matériaux pouvant être réutilisés, générés par des travaux de modernisation d'une structure ou d'un ouvrage, avant leur démolition, aux fins de leur revente, leur réutilisation au sein du même projet ou encore leur entreposage en vue d'une utilisation ultérieure.
  - .2 Le retour aux fournisseurs de produits et de matériaux pouvant être réutilisés, les palettes et les produits inutilisés par exemple.
- .7 Récupération : enlèvement des composants et des matériaux de construction porteurs et non porteurs au cours de travaux de déconstruction ou de démontage de structures en vue de leur réutilisation ou de leur recyclage.
- .8 Déchets triés : déchets déjà classés par type.
- .9 Tri à la source : séparation des différents types de produits et de matériaux de rebut dès le moment où ils deviennent des déchets.

### **1.2 DOCUMENTS/ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE**

- .1 Soumettre les documents et les échantillons requis conformément à la Section 01 33 00 - Documents/échantillons à soumettre.

### **1.3 SITES DE TRAITEMENT DES DÉCHETS**

- .1 L'entrepreneur utilisera les sites de traitement des déchets approuvés pour éliminer les déchets du projet.

#### 1.4 STOCKAGE, MANUTENTION ET PROTECTION

- .1 Stocker aux endroits indiqués par le représentant du ministère les matériaux de rebut récupérés en vue de leur réutilisation, recyclage ou récupération.
- .2 Sauf indication contraire, les matériaux de rebut qui doivent être évacués deviennent la propriété de l'entrepreneur.
- .3 Séparer les éléments non récupérables des éléments récupérables. Transporter et livrer les éléments non récupérables à l'installation d'élimination autorisée.
- .4 Protéger les éléments structuraux laissés en place contre les déplacements et les dommages.
- .5 Supporter les ouvrages touchés par les travaux. Si la sécurité du bâtiment risque d'être compromise, cesser les travaux puis en informer immédiatement le représentant du ministère.
- .6 Protéger les ouvrages d'évacuation des eaux superficielles pour éviter qu'ils soient endommagés ou obstrués. Protéger les installations électriques et mécaniques.
- .7 Trier et stocker dans les aires désignées les matériaux de rebut générés par le projet durant le démantèlement.
- .8 Empêcher la contamination des matériaux de rebut destinés à être récupérés et recyclés, conformément aux conditions d'acceptation des installations de traitement désignées.
  - .1 Il est recommandé de trier les matériaux de rebut à la source.
  - .2 Évacuer les matériaux de rebut recueillis pêle-mêle vers une installation de traitement à l'extérieur du chantier afin qu'ils y soient triés.
  - .3 Obtenir les lettres de transport des matériaux triés.
- .9 En raison de la présence d'amiante, la gestion et mise en œuvre de toutes les exigences de santé et de sécurité nécessaires avant, pendant et après l'achèvement des travaux seront faites conformément à la Loi sur la santé et la sécurité au travail de l'Ontario et à l'Annexe C.

#### 1.5 ÉLIMINATION DES DÉCHETS

- .1 Il est interdit d'enfouir les rebuts ou les déchets.
- .2 Il est interdit de jeter des déchets, des matières volatiles, des essences minérales, des hydrocarbures et du diluant à peinture dans un cours d'eau ou dans un égout pluvial ou sanitaire.
- .3 Tenir un registre des déchets de construction indiquant ce qui suit :
  - .1 Le nombre de bacs et leur grosseur.
  - .2 Le type de déchets placés dans chaque bac.
  - .3 Le tonnage total de déchets générés.
  - .4 Le tonnage total de déchets réutilisés ou recyclés.
  - .5 La destination des déchets qui seront réutilisés ou recyclés.
- .4 Retirer les matériaux des lieux au fur et à mesure de l'avancement des travaux de démolition/démantèlement.

- .5 Préparer un sommaire du projet afin de contrôler la destination et les quantités de chaque type de matériau de rebut indiqué dans l'audit des déchets effectué avant la démolition.

## **1.6 UTILISATION DES LIEUX ET DES INSTALLATIONS**

- .1 Exécuter les travaux en perturbant le moins possible l'utilisation normale des lieux.
- .2 Maintenir en vigueur les mesures de sécurité établies pour l'installation.

## **1.7 CALENDRIER DES TRAVAUX**

- .1 Coordonner la gestion des déchets avec les autres activités afin d'assurer un déroulement ordonné des travaux.

## **Partie 2 Exécution**

### **2.1 APPLICATION**

- .1 Manutentionner conformément aux codes et aux règlements pertinents les déchets qui ne sont ni réutilisés, ni recyclés, ni récupérés.

### **2.2 NETTOYAGE**

- .1 Enlever les outils et les déchets à la fin des travaux et laisser les lieux propres et ordonnés.
- .2 Nettoyer les lieux à mesure que le travail progresse.
- .3 Trier à la source les matériaux à réutiliser/recycler, et les placer aux endroits indiqués.

### **2.3 RÉACHEMINEMENT DES MATÉRIAUX**

- .1 Trier les matériaux du flux général de déchets et les mettre en tas séparés ou dans des contenants distincts conformément aux règlements pertinents en matière de sécurité incendie.
  - .1 Identifier les contenants ou les aires de mise en dépôt.
  - .2 Fournir les instructions concernant les pratiques d'élimination.
- .2 La vente sur place de matériaux récupérés, réutilisables ou recyclables est interdite.

### **2.4 MANIFESTES DE DÉCHETS ET DOCUMENTATION**

- .1 Fournir des manifestes de déchets à l'achèvement du projet, selon le cas :
  - .1 Lettre attestant de la destruction du réservoir de stockage souterrain et tuyauterie.
  - .2 Enlèvement du béton.
  - .3 Élimination des matériaux excavés vers le dépotoir.
  - .4 Le carburant et les boues ont été retirés du réservoir souterrain.

**FIN DE LA SECTION**



## **Partie 1 Généralités**

### **1.1 RÉFÉRENCES**

- .1 Sans objet.

### **1.2 MODALITÉS ADMINISTRATIVES**

- .1 Sans objet.

### **1.3 DOCUMENTS/ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE POUR APPROBATION/INFORMATION**

- .1 Soumettre les documents et les échantillons requis conformément à la section 01 33 00 – Documents/échantillons à soumettre.

### **1.4 PRÉSENTATION**

- .1 Présenter les données sous la forme d'un manuel d'instructions.
- .2 Cartable : reliure rigide, en vinyle, à trois (3) anneaux en D, à feuilles mobiles de 219 mm x 279 mm, avec dos et pochettes.
- .3 Page couverture : indiquer la désignation du document, c.-à-d. « Dossier de projet », dactylographiée ou marquée en lettres moulées, la désignation du projet ainsi que la table des matières.
- .4 Organiser le contenu selon la table des matières.
- .5 Prévoir, pour chaque produit et chaque système, un séparateur à onglet sur lequel devront être dactylographiées la description du produit et la liste des principales pièces d'équipement.
- .6 Texte : constitué des données imprimées fournies par le fabricant ou de données dactylographiées.
- .7 Dessins : munir d'une languette renforcée et perforée.
  - .1 Les insérer dans la reliure et replier les grands dessins selon le format des pages de texte.
- .8 Fournir des fichiers CAO à l'échelle 1:1, en format dwg, sur CD.

### **1.5 CONTENU DU DOSSIER DE PROJET**

- .1 Table des matières de chaque volume : indiquer la désignation du projet;
  - .1 la date de dépôt des documents; noms
  - .2 l'adresse et le numéro de téléphone du représentant du ministère et de l'entrepreneur ainsi que le nom de leurs représentants;
  - .3 une liste des produits et des systèmes, indexée d'après le contenu du volume.
- .2 Pour chaque produit ou chaque système, indiquer ce qui suit :
  - .1 le nom, l'adresse et le numéro de téléphone des sous-traitants et des fournisseurs, ainsi que des distributeurs locaux de matériels et de pièces de rechange.
- .3 Fiches techniques : marquer chaque fiche de manière à identifier clairement les produits et les pièces spécifiques ainsi que les données relatives à l'installation; supprimer tous les renseignements non pertinents.

- .4 Dessins : servent à compléter les fiches techniques et à illustrer la relation entre les différents éléments des matériels et des systèmes. Ils comprennent les schémas de commande et de principe.
- .5 Formation : sans objet.

#### **1.6 DOCUMENTS ET ÉCHANTILLONS À VERSER AU DOSSIER DE PROJET**

- .1 Conserver un exemplaire des documents suivants sur place pour le représentant du ministère :
  - .1 dessins contractuels;
  - .2 devis;
  - .3 addenda;
  - .4 ordres de modification et autres avenants au contrat;
  - .5 dessins d'atelier révisés, fiches techniques et échantillons;
  - .6 registres des essais effectués sur place;
  - .7 certificats d'inspection;
  - .8 certificats délivrés par les fabricants.
- .2 Ranger les documents et les échantillons du dossier de projet dans le bureau de chantier, séparément des documents d'exécution des travaux.
  - .1 Prévoir des classeurs et des tablettes ainsi qu'un endroit d'entreposage sûr.
- .3 Étiqueter les documents et les classer selon la liste des numéros de section indiqués dans la table des matières du cahier des charges.
  - .1 Inscrire clairement « Dossier de projet », en lettres moulées, sur l'étiquette de chaque document.
- .4 Garder les documents du dossier de projet propres, secs et lisibles.
  - .1 Ne pas les utiliser comme documents d'exécution des travaux.
- .5 Le représentant du ministère doit avoir accès aux documents et aux échantillons du dossier de projet aux fins d'inspection

#### **1.7 CONSIGNATION DES DONNÉES DANS LE DOSSIER DE PROJET**

- .1 Consigner les renseignements sur un jeu de dessins opaques à traits noirs fournis par le représentant du ministère.
- .2 Consigner les renseignements à l'aide de marqueurs à pointe feutre en prévoyant une couleur différente pour chaque système important.
- .3 Consigner les renseignements au fur et à mesure que se déroulent les travaux.
  - .1 Ne pas dissimuler les ouvrages avant que les renseignements requis aient été consignés.
- .4 Dessins contractuels et dessins d'atelier : indiquer chaque donnée de manière à montrer les ouvrages tels qu'ils sont, y compris ce qui suit :
  - .1 Les références aux dessins d'atelier et aux modifications connexes.
- .5 Devis : inscrire chaque donnée de manière à décrire les ouvrages tels qu'ils sont, y compris ce qui suit :
  - .1 Le nom du fabricant, la marque de commerce et le numéro de catalogue de chaque produit effectivement installé, et en particulier des éléments facultatifs et des éléments de remplacement.
  - .2 Les changements faisant l'objet d'addenda ou d'ordres de modification.

- .6 Autres documents : garder les certificats d'inspection prescrits dans chacune des sections techniques du devis.
- .7 Le cas échéant, fournir les photos numériques à verser au dossier du projet.

## **1.8 CERTIFICAT D'ARPENTAGE DÉFINITIF**

- .1 Sans objet.

## **1.9 MATÉRIELS ET SYSTÈMES**

- .1 Sans objet.

## **1.10 MATÉRIAUX ET PRODUITS DE FINITION**

- .1 Aux fins de réapprovisionnement, donner les renseignements nécessaires concernant les produits spéciaux.
- .2 Fournir les instructions concernant les agents et les méthodes de nettoyage ainsi que les calendriers recommandés de nettoyage et d'entretien, et indiquer les précautions à prendre contre les méthodes préjudiciables et les produits nocifs.

## **1.11 MATÉRIAUX/MATÉRIELS D'ENTRETIEN**

- .1 Sans objet.

## **1.12 TRANSPORT, ENTREPOSAGE ET MANUTENTION**

- .1 Évacuer les produits endommagés et les remplacer par des nouveaux sans frais supplémentaires, et soumettre ces derniers au représentant du ministère, aux fins d'examen.

## **1.13 ÉTIQUETTES DE GARANTIE**

- .1 Sans objet.

## **Partie 2 PRODUITS**

### **2.1 SANS OBJET**

- .1 Sans objet.

## **Partie 3 Exécution**

### **3.1 SANS OBJET**

- .1 Sans objet.

**FIN DE LA SECTION**